



CONTRE LA POLITIQUE SARKOZY-DARCOS...

LES PERSONNELS À LA CONQUÊTE DU MOIS DE JUIN !

Si certaines fédérations syndicales de l'Education ont décidé le 27 mai de suspendre leur action contre les suppressions de postes jusqu'à la rentrée, ni la FSU, ni le SNES n'entendent, après les mobilisations de ces derniers mois, relâcher la pression.

Ainsi appellent-ils, avec la CGT et Solidaires, à une nouvelle mobilisation de la Fonction Publique lors d'une journée de grève le 10 juin.

Darcos a pris une lourde responsabilité en refusant de négocier sur les suppressions de postes et en inscrivant l'annonce de ses réformes sur le lycée et de ses propositions sur la condition enseignante en cette fin d'année, dans le calendrier des examens. Il porte, avec le Président de la République qui a multiplié dans son discours du 2 juin, les annonces définitives (sur nos métiers, le recrutement, les lycées...), l'entière responsabilité d'actions qui risqueraient de les perturber. Cela ne peut nous arrêter, car l'avenir même de l'Éducation nationale est en jeu.

Le SNES Créteil appelle donc toutes ses sections d'établissements à tenir des assemblées générales afin :

- de préparer les deux journées nationales d'action du second degré auxquelles le SNES appelle le 16 puis le 25 juin. Il s'adressera à l'opinion publique pour présenter nos revendications sur le métier et le système éducatif ;
- de lutter partout en faveur de la transformation des heures supplémentaires en heures postes, d'exiger la création des blocs de moyens provisoires correspondants en multipliant les refus collectifs d'HS et en le faisant savoir.
- de faire l'inventaire des moyens qui seront nécessaires, dès la rentrée, pour ouvrir les classes, les dédoublements et les options nécessaires ;
- de s'opposer à l'assouplissement de la carte scolaire.

Le SNES Créteil appelle tous les personnels des collèges et lycées à participer massivement à la grève de toute la Fonction Publique le 10 juin, pour montrer une nouvelle fois au ministre, comme au président de la République, notre détermination contre les suppressions de postes, notre volonté d'imposer notre vision de la revalorisation de nos métiers et nos propositions pour l'amélioration du système éducatif.

Françoise Maurin, Valérie Sultan, Pierre Claustre

**MARDI 10 JUIN
FONCTION PUBLIQUE
EN GRÈVE**

**À L'APPEL DE LA FSU, LA CGT ET
SOLIDAIRES
MANIF**

AUSTERLITZ-INVALIDES

14H30 (SOUS RÉSERVE)



**LUNDI 16 JUIN
JOURNÉE NATIONALE
D'ACTION À L'APPEL DU
SNES**

**MARDI 17 JUIN
JOURNÉE D'ACTION
INTERPROFESSIONNELLE
RETRAITES - TEMPS DE
TRAVAIL**



Sarkozy dans le texte :

"En général lorsque l'on prononçait le mot autonomie, hop, tout le monde dans la rue. Le mot lycée, hop, tout le monde dans la rue"

PRÉPAREZ LA RENTRÉE DANS VOTRE ÉTABLISSEMENT MAINTENANT !

Conseils d'enseignements, conseil d'administration... autant de lieux pour lutter contre la rentrée 2008 qu'ont préparée Darcos, Sarkozy... et notre Recteur. Il faut lutter pour la transformation des heures supplémentaires en heures-postes, demander dès maintenant des Blocs de Moyens Provisoires, les dédoublements indispensables...

Consultez notre dernière circulaire envoyée aux sections d'établissement sur notre site, www.creteil.snes.edu

UNE CIRCULAIRE DE RENTRÉE DU RECTEUR DE CRÉTEIL...

Notre Recteur a choisi d'innover, et a publié une circulaire de rentrée il y a quelques semaines. Socle Commun et TICE à gogo.. et une drôle d'impression de force centrifuge, qui déporte l'attention hors de l'école.

Consultez notre analyse détaillée sur notre site, www.creteil.snes.edu

ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE DE TRAVAIL LE SNES CRÉTEIL LANCE UNE GRANDE ENQUÊTE

Quand le fameux slogan "en France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées", devient "A l'éducation nationale, on n'a plus de moyens, mais on a l'ENT", le discours sur les nouvelles technologies sert à peu près à tout.

Répondez à notre enquête sur www.creteil.snes.edu

MÉTIER, SYSTÈME ÉDUCATIF...

NE LAISSONS PAS LES MAINS LIBRES À SARKOZY !

Le Président de la République n'a cessé de vanter la détermination de son ministre de l'Éducation Nationale face aux mobilisations des personnels, des parents, des lycéens, contre les suppressions de poste. Lundi 2 juin, il a repris théâtralement la main... Petit florilège d'un discours qui, au-delà du folklore auquel Sarkozy voudrait nous habituer, constitue un coup d'accélérateur d'une politique qui nuit gravement à l'Éducation Nationale et à ses personnels.

On nous l'avait promis calme, réfléchi, posé, économe de sa personne... A l'occasion de son discours à "un groupe particulièrement choisi de hauts fonctionnaires" de l'Éducation Nationale, on retrouve Sarkozy hâbleur comme à l'accoutumée. Il se flatte d'employer "les gros mots : autonomie, évaluation, sanction, mobilité, affectation" mais sa charge sournoise contre les organisations syndicales, et la nôtre, évidemment, est tout à fait convenue : "s'il y a une hiérarchie parallèle qu'on le dise"... Le SNES, la FSU cinquième colonne ?

Quand il ne roule pas des mécaniques ("Si le chef de l'État ne s'occupe pas de l'université et de l'enseignement alors comment les ministres concernés pourront-ils avoir la force politique pour mener à bien les chantiers de réforme difficiles qui les attendent"), le Président avance avec bien plus de précision que ne l'avait fait jusque-là Darcos, les pistes des réformes envisagées pour nos métiers et le second degré.

"Un pays qui ne respecte pas ses enseignants, c'est un pays condamné", déclare-t-il, pour préparer son donnant-donnant : pas de "mesure de revalorisation générale et sans contrepartie", comme nous sommes en droit de le réclamer après des années de pouvoir d'achat en baisse et d'alourdissement de notre charge de travail. "Il faut donc que les professeurs acceptent de réfléchir avec nous de façon responsable et constructive à une évolution de leurs pratiques et de leurs missions"... "Songez que les statuts qui régissent les professeurs ont maintenant plus de 50 ans !" La seule véritable annonce de revalorisation n'affecte que les débuts de carrières, dont on recompenserait le recrutement au niveau du master... mais elle cache à peine un tour de passe-passe qui tombe à point nommé pour supprimer des postes : les lauréats des nouveaux concours de recrutement (annoncés dès 2010) seront immédiatement placés à temps plein devant les élèves. On fait mieux, comme entrée dans le métier ! Sans même les nommer, la messe est dite pour les IUFM : "Honnêtement, ce n'est pas une preuve de confiance dans le système universitaire si les formateurs de nos jeunes, on ne les forme pas dans l'université où vont nos jeunes".

Le sort auquel le Président destine le lycée s'inscrit très clairement dans ce même objectif de réduction des coûts, même si les comparaisons internationales (PISA par exemple) sont appelées comme depuis des mois à la rescousse "Nos résultats aux tests nationaux et internationaux, sont médiocres, pour ne pas dire faibles au regard de nos investissements dans l'éducation". "Je veux dénoncer la surcharge des emplois du temps, où s'empilent les options" : en clair, ce qu'annonce Sarkozy, c'est la réduction des horaires à tous les niveaux du lycée, et la disparition des filières au profit d'un système modulaire, où "chacun [...] pourrait, selon ses goûts, ses compétences, et sans référence à une norme préétablie surtout, construire un parcours cohérent, au fond un parcours qui lui ressemble". En ce domaine encore, l'injonction présidentielle est forte : "je souhaite que la nouvelle seconde soit mise en place dès la rentrée 2009 avec un objectif, c'est que le nouveau lycée soit transformé à horizon 2012".